

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org www.solidaires.org

Numéro 28 – Septembre 2010

La diffusion du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...

Nous construisons une mobilisation générale en Europe !

Autour du 29 septembre, nous construisons une mobilisation générale en Europe !

L'accumulation de capital et la crise de la dette ont entraîné de lourdes dépenses de santé et de retraite. Nous ne paierons pas leur crise !

La crise financière a touché l'économie mondiale et des politiques ont tenté de limiter le choc de l'effondrement. Il est évident que l'effondrement de nos sociétés ne sera pas évité. Mais il y a une alternative : nous pouvons décider de limiter le choc de l'effondrement en réduisant les dépenses de santé et de retraite. Nous ne paierons pas leur crise !

Des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

La crise financière a touché l'économie mondiale, la récession est là avec son cortège de licenciements, de pertes de salaires, de droits sociaux, de conditions de travail, de santé au travail. Leur objectif est de faire payer la crise aux salarié-e-s en prônant dans chaque pays l'unité derrière la politique gouvernementale pour essayer de faire passer la pilule. La xénophobie, le racisme sont des fléaux que nous combattons.

Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour !

C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales.



L'accumulation du capital est la cause de la crise, la solution est dans la répartition du travail et de la richesse. Nous ne paierons pas leur crise ! La « crise » marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Il était comique, l'an dernier, de voir ceux qui, comme tous nos gouvernants, étaient des adorateurs de l'Etat. Mais s'ils étaient pour que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : « socialiser les pertes et privatiser les profits ».

Extraits d'un tract unitaire Solidaires (France), CGT (Etat espagnol), Intersindical (Etat espagnol), CNT (France), TIE (Allemagne), IAC (Catalogne)

Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour !

Le système capitaliste, obéissant à sa logique de la rentabilité maximale, continue de rechercher des bénéfices illimités. Nous affirmons qu'il y a une alternative : une meilleure répartition des richesses, c'est à dire le contraire de la situation actuelle. Nous ne l'entendons pas sous la forme de dividendes en actions, mais en utilisant cet argent dans le développement et l'amélioration de services publics véritablement universels. De cette façon, les gens qui produisent les richesses, c'est à dire les travailleurs et travailleuses peuvent en profiter.

Nous appelons à faire du 29 septembre et de la période qui l'entoure, une première étape pour développer des mobilisations partout en Europe.

Les organisations signataires soutiennent les grèves interprofessionnelles décidées dans plusieurs pays en septembre/octobre (Espagne, France, Italie, Grèce, Belgique, etc.) et les manifestations du 29 septembre, que nous situons dans une campagne anticapitaliste et internationaliste à mener dans la durée.

Les organisations signataires sont : Solidaires (France), CGT (Espagne), Intersindical (Espagne), CNT (France), TIE (Allemagne), IAC (Catalogne).

Des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux. La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements ; patrons et gouvernements sont bien décidés à continuer de s'attaquer aux droits sociaux des salarié-e-s, notamment en matière de protection sociale, de droit du travail, de conditions de travail, et de santé au travail. Leur objectif est de faire payer la crise aux salarié-e-s en prônant dans chaque pays l'unité derrière la politique gouvernementale pour essayer de faire passer la pilule. La xénophobie, le racisme sont des fléaux que nous combattons. **Syndicalistes, nous construisons la solidarité internationale des travailleurs/ses pour leur répondre !**

Dans toute l'Europe, les travailleurs et travailleuses subissent les conséquences de la crise du système capitaliste. Plusieurs gouvernements européens lancent une série de mesures qui constituent un recul du droit du travail et des droits sociaux. Réductions de salaires, remises en cause du droit du travail, augmentation des impôts indirects (TVA, essence, etc.), report de l'âge de la retraite, coupes dans tous les avantages sociaux, ... Toutes ces propositions visent à réduire le déficit des pays, à réduire les dépenses publiques. Mais le vrai problème du déficit n'est pas l'excès de dépenses, mais le manque de revenus en raison du chômage, des salaires trop faibles, et de la baisse continue des taxes sur les transactions financières et les revenus du capital. Ces derniers temps, nous avons assisté à des privatisations dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, les télécommunications, les transports, etc., et dans certains pays, l'éducation, la santé, la gestion de l'eau... Nous avons vu aussi le recours croissant aux régimes de retraite privés. A tout ce processus généralisé de privatisation, il faut ajouter les réductions d'impôts constantes pour les classes riches. Le constat final, c'est que de grandes quantités d'argent public sont passées à la gestion privée.

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. **C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour !**

Le système capitaliste, obéissant à sa logique de la rentabilité maximale, continue de rechercher des bénéfices illimités. Nous affirmons qu'il y a une alternative : une meilleure répartition des richesses, c'est à dire le contraire de la situation actuelle. Nous ne l'entendons pas sous la forme de dividendes en actions, mais en utilisant cet argent dans le développement et l'amélioration de services publics véritablement universels. De cette façon, les gens qui produisent les richesses, c'est à dire les travailleurs et travailleuses peuvent en profiter.

Nous appelons à faire du 29 septembre et de la période qui l'entoure, une première étape pour développer des mobilisations partout en Europe. **Les organisations signataires soutiennent les grèves interprofessionnelles décidées dans plusieurs pays en septembre/octobre (Espagne, France, Italie, Grèce, Belgique, etc.) et les manifestations du 29 septembre, que nous situons dans une campagne anticapitaliste et internationaliste à mener dans la durée.**

De Saragosse à Bruxelles : la marche des droits sociaux

Parti-e-s mi-août de Saragosse, les marcheurs/ses traversent la France durant un mois, avant de rejoindre Bruxelles à la veille de la manifestation européenne du 29 septembre. En France, sur l'initiative de Solidaires, un collectif de soutien a été créé, rassemblant, outre *Union syndicale Solidaires: Marches européennes*, *Nouveau Parti Anticapitaliste*, *Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique*, *Fondation Copernic*, *Alternative Libertaire*, *Association Pour l'Emploi, l'Information et la Solidarité des chômeurs et travailleurs précaires*, *Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale*, *Confédération Nationale du Travail*, *Agir ensemble contre le Chômage* ! Un appel a été rédigé, à partir de celui des camarades de Saragosse :



Les Solidaires locaux se sont investis dans la réussite de cette marche : accueil, débats, contacts avec la presse locale. Une initiative qui, de l'avis de tous, aurait sans doute mérité un peu plus de temps de préparation pour rencontrer un écho plus grand, mais qu'il faut saluer à sa juste valeur !

Parti-e-s de Saragosse le 14 août, des militant-e-s d'organisations syndicales, associatives, politiques d'Aragon (Espagne) marchent jusqu'à Bruxelles, où ils et elles arriveront juste avant la manifestation européenne du 29 septembre. Depuis la frontière française, le 22 août, nos organisations participent à cette action internationale et œuvrent à sa réussite à travers les diverses étapes (accueil et logistique, réunions publiques, manifestations locales, etc.). Nous nous inscrivons dans la suite de l'appel de nos camarades d'Espagne.

Nous marchons contre la dictature des Marchés et des gouvernements à leur service, contre le pessimisme qu'ils nous inculquent, contre la logique du Capital. Une autre économie est possible : basée sur le partage des richesses, du travail, le droit à la santé, à l'éducation et au logement ; sans faire payer la crise aux immigré-e-s. Les grèves et manifestations du 7 et 23 septembre en France, les mobilisations européennes du 29 septembre sont de nouveaux pas après les premières ripostes dans différents pays, notamment en Grèce. A la crise écologique, économique et financière du système capitaliste, nous voulons imposer une solution populaire et sociale. **Nous marchons contre l'exploitation de la classe ouvrière, contre la destruction et la privatisation de tout ce qui est public en Europe.** Nous allons au Parlement Européen, pour porter nos exigences : nous voulons construire l'Europe des travailleurs/ses et des citoyen-ne-s.

Nous marchons contre les réformes antisociales du gouvernement français, notamment le projet de loi sur les retraites dont nous exigeons le retrait. Avec d'autres en Europe, il applique une politique de rigueur envers les salarié-e-s, les retraité-e-s, les jeunes, les chômeurs/ses. Sa politique ne favorise que les riches, et malgré ses promesses ne s'attaque pas aux paradis fiscaux, ni à la fraude fiscale ; il n'inquiète ni les responsables de la crise, ni les banquiers, ni les spéculateurs et les milliardaires qui jouent avec l'argent public. Il préfère s'attaquer aux immigré-e-s, en faisant les premières victimes, les boucs émissaires de la crise.

Nous ne nous rendrons pas ! Si nous ne luttons pas, ils vont tout nous voler ! Tous dans la rue, c'est maintenant ou jamais !

<http://marchahaciabruselas.blogia.com> <http://www.rojoynegro.info/2004/spip.php?article31072>

Pays basque : LAB dénonce les responsables de la crise



La centrale syndicale basque LAB organisait une manifestation réalisée à Iruñea, le 7 septembre dans le cadre d'une journée d'action appelée par la Fédération Syndicale Mondiale. Après le rassemblement devant le Parlement basque, **les syndicalistes ont symboliquement occupé les locaux de la banque Santander**, afin de dénoncer les responsables de la crise actuelle.

www.labsindikaturia.org

Maroc : les militants de SMESI sont enfin sortis de prison

Le dimanche 22 août, **les 13 ouvriers et leurs deux sympathisants ont retrouvé leurs familles et leurs camarades, après 4 mois de prison ferme.** L'Union locale de l'UMT, les militants ouvriers, les militant-e-s de l'Association Marocaine des Droits de l'Homme, les familles des prolétaires, etc. ont réservé (devant la prison) un accueil chaleureux aux victimes d'un procès inique. Le comité de solidarité avec les ouvriers de SMESI (CSOS), auquel l'Union syndicale a apporté son soutien durant tous ces mois d'emprisonnement, félicite les militants qui ont retrouvé leur « liberté », et l'ensemble des ouvriers de SMESI pour leur unité et leur détermination à défendre leurs légitimes droits. L'union locale UMT continue de soutenir les 850 prolétaires de SMESI licenciés abusivement par l'OCP.

Tunisie : après Gafsa, Ben Guerdane. La répression continue !

L'Union syndicale Solidaires condamne la nouvelle vague de répression exercée par le pouvoir tunisien. Le Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie résume la situation dans ce communiqué :

La population de la ville de Ben Guerdane (située dans l'extrême Sud Est tunisien, à 30 km de la Lybie), a été durant plusieurs jours victime d'une répression sauvage infligée par le régime tunisien en raison de son refus de se soumettre à la décision arbitraire de fermeture du seul point de passage marchand entre la Tunisie et la Libye, dit Ras Jedir. **Cette ville, comme tant d'autres du Sud tunisien, est complètement « oubliée » par l'État tunisien, et ne survit que grâce au commerce « parallèle » toléré par les deux Etats voisins.** En effet, des dizaines de milliers de familles de Ben Guerdane (et des centaines de milliers dans tout le Sud tunisien) doivent leur unique source de revenu à la vente de marchandises et de denrées alimentaires provenant de Libye et dont les prix sont nettement moins chers que ceux du marché officiel tunisien...

La décision arbitraire portant sur la fermeture du point de passage de Ras Jedir, après plus de 20 ans d'existence de ce commerce toléré, semble être l'œuvre des « rapaces » parmi les membres des « familles régnantes », et ceux gravitant autour d'eux, qui ont décidé d'étendre leur pouvoir « occulte » à ce secteur vivant de l'économie tunisienne, en le condamnant purement et simplement, pour leur libérer un marché supplémentaire... C'est dans ce contexte que des manifestations pacifiques ont été organisées par les habitants de la ville, mais l'intervention brutale de la police, renforcée par de nombreuses unités dépêchées des villes voisines, a provoqué des affrontements violents avec les manifestants. Selon des témoins sur place l'intervention des forces de police a occasionné plusieurs blessés parmi les manifestants dans la ville de Ben Guerdane, et des dizaines d'autres ont été arrêtés.

Ceci rappelle la répression sauvage qui s'est abattue sur la région de Gafsa au cours du premier semestre 2008, les violences policières, la torture et les jugements iniques ayant atteint pour certains plus de 10 ans d'emprisonnement. Le régime tunisien ne cesse de se targuer de ses mensongères prouesses économiques, démenties à chaque fois par les révoltes de régions entières, réprimées systématiquement dans le sang. Le CRLDHT exprime son soutien aux populations de Ben Guerdane ainsi qu'à toutes les familles victimes de l'arbitraire mafieux. Il s'associe à toutes les revendications légitimes de la population, à savoir la réouverture sans délai du point de passage considéré, et la création d'emplois durables dans toute la région. Il condamne vigoureusement le recours systématique à la répression sauvage contre les citoyens qui ne font qu'user de leur droit constitutionnel à manifester pacifiquement pour défendre leur dignité, piétinée par l'Etat et sa soldatesque, et leur source de revenus. Il condamne la politique économique du régime dictatorial qui, non content d'abandonner des centaines de milliers de familles sans emploi ni les moindres ressources, les empêche de se « débrouiller » pour garantir le minimum vital aux leurs. Il dénonce avec force la mainmise des « familles régnantes » sur l'économie nationale gangrenée par leurs pratiques mafieuses... bénéficiant d'une totale impunité et de l'acointance des autorités.

www.crlidht.org

Ukraine : mineurs en grève pour garder leurs acquis sociaux

Début août, les travailleurs de Ferrexpo Poltava JSC, une mine à ciel ouvert de la ville de Komsomolsk ont mené une grève du zèle. Conducteurs de camions et de bulldozer ont ralenti la vitesse de leur véhicules, tandis que les techniciens de forage appliquaient scrupuleusement toutes les règles de sécurité... Après seulement 24 heures, la production avait chuté de 60% !

Les grévistes dénoncent la disparition d'acquis de luttes antérieures : **les patrons ont décidé de reporter l'âge de la retraite, de ne plus prendre en compte la pénibilité du travail et d'allonger la durée journalière de travail.** Tout ceci se fait en toute illégalité, mais les tribunaux ont refusé de soutenir les travailleurs. Depuis un an, la direction réévalue chaque mois les objectifs de production, afin que les mineurs ne touchent jamais leur prime (presqu'un quart du salaire), sauf à prendre des risques énormes pour leur sécurité au travail. En deux ans, le pouvoir d'achat des salariés a été divisé par 4 !

Plutôt que de négocier, la direction de l'entreprise a d'abord consacré son temps à utiliser les médias pour essayer de nier la grève, puis d'expliquer qu'un arrêt de l'usine était exclu, ... pour rassurer les industriels et les banquiers. Licenciements de délégués, envoi de chauffeurs de la ville pour briser la grève en les faisant travailler sous la menace de vigiles privés armés de Kalachnikov, le patronat n'a pas lésiné sur les moyens. Le directeur traite les travailleurs de « clowns » et suggèrent aux chauffeurs de « changer de femme » s'ils ne peuvent assumer les nouvelles conditions de travail !

Répondant à l'appel du syndicat *Solidarité populaire*, l'Union syndicale Solidaires a adressé un message de soutien aux camarades de Ferrexpo Poltava Mining JSC et exigé de la direction qu'elle prenne en compte les revendications.

Mexique : les électricien-ne-s en lutte enfin payé-e-s

Le gouvernement mexicain met enfin en application sa part de l'accord signé en juillet avec le SME : **les électricien-ne-s en lutte vont toucher les arriérés de primes pour l'année 2009 que leur devait toujours l'entreprise Luz y Fuerza del Centro.** Pour le reste, notamment la création d'une nouvelle entreprise publique assurant le service électrique dans la zone centrale du pays, et qui embaucherait les 16000 électriciens qui ont refusé de signer leur « démission » de LFC, pas de nouveau.

Mexique : nouvelle attaque des paramilitaires à San Juan Copala

Nous avons déjà parlé de la Commune autonome du peuple Triqui à San Juan Copala, qui avait été proclamée début 2007, suite à la Commune d'Oaxaca de 2006. Cette partie du peuple Triqui avait décidé d'échapper au contrôle politique du PRI du gouverneur Ulises Ruiz, et de s'autogouverner suivant ses us et coutumes. Depuis, le PRI ne cesse de s'attaquer à la Commune par le biais de ses groupes paramilitaires, l'UBISORT (Union pour le bien-être social de la région Triqui), et le MULT (Mouvement d'unité et de lutte Triqui).

Cela fait maintenant plus de six mois que San Juan Copala est assiégé par les paramilitaires qui empêchent les habitants de sortir du village en tirant sur qui essaie. Avec la défaite électorale du PRI dans l'État et l'entrée en fonction d'un nouveau gouverneur en décembre prochain, les paramilitaires semblent vouloir en finir avec la Commune autonome tant qu'ils jouissent encore de la totale impunité que leur garantit Ulises Ruiz. Le 13 septembre dernier, le MULT, appuyé par l'UBISORT, a pris d'assaut le bâtiment de la mairie de San Juan Copala, et adressé un ultimatum à la population : 24 heures pour vider les lieux, ou ils seront tous assassinés. Depuis la mairie, ils tirent sur tout ce qui bouge et empêchent les gens de porter secours aux blessé-e-s.

Les copaltèques refusent de quitter leur village. Selon leurs propres termes, « ils ne veulent pas le faire parce qu'il fait partie de leur vie, c'est là que se trouvent leur passé et leur avenir, ils ne l'imaginent pas hors de là, sans leurs saints et leurs morts. Ils préfèrent mourir là-bas avec eux que les abandonner ». Il est urgent que la solidarité internationale mette fin à ces exactions, un peu trop vite qualifiées par le gouvernement d'Oaxaca de « conflit intercommunautaire ». La Commune autonome de San Juan Copala doit vivre !

Colombie : halte aux assassinats des militant-e-s !

Le 20 septembre le leader paysan Hernando Perez qui luttait pour la restitution des terres a été assassiné. C'est ce à quoi s'exposent celles et ceux qui, en Colombie, s'opposent, de manière pacifique, aux appétits insatiables des multinationales. Dans le cadre d'une campagne internationale de solidarité, l'Union syndicale Solidaires s'est adressée aux représentants du gouvernement colombien, suite aux **menaces de mort exprimées par le groupe paramilitaire « Aguilas Negras » à l'encontre de nos camarades du syndicat SINALTRAINAL** et de leurs familles. Les autorités colombiennes doivent comprendre que Javier Correa, Edgar Paez, Fabio Olaya, Jairo Mendez, Rafael Esquivel et Martín Agudelo et leurs proches sont sous la protection du mouvement syndical International !

Chili : première victoire pour les prisonniers Mapuches

Les 34 prisonniers politiques du peuple Mapuche (sud du Chili) en grève de la faim ont remporté une première victoire au bout de 65 jours : le soutien à leur lutte, de plus en plus massif, a obligé le gouvernement du président Piñera (droite) à ouvrir une « table de dialogue ». Il faut dire que ce dialogue a été demandé en plein Te Deum œcuménique pour le Bicentenaire de l'Indépendance, en présence des invités internationaux, par l'archevêque de Santiago Francisco Javier Errázuriz.

La première revendication des prisonniers politiques mapuches est qu'on cesse de les poursuivre pour leurs actions civiles en vertu d'une loi « antiterroriste » de Pinochet. Cette loi les fait dépendre des tribunaux militaires, et autorise le recours par l'accusation à des « témoins secrets ». Ils viennent d'obtenir que le Congrès discute « d'extrême urgence » quoi faire de cette loi. Mais l'abrogation de la loi ne résoudra pas tout. Si ces militants mapuches se sont retrouvés en prison sous le précédent gouvernement (de gauche), c'est qu'ils se sont opposés à l'avance des multinationales sur leur territoire ancestral, notamment par des *corridos de cerco*, vieille pratique de lutte mapuche qui consiste à déplacer les clôtures des envahisseurs pour les remettre à leur place légitime. L'Union syndicale Solidaires soutient leurs revendications de restitution de leur territoire ancestral, et de respect de leur autonomie politique en tant que nation originaire.

Solidarité internationale avec nos grèves et manifestations

Les 7 et 23 septembre, plusieurs des syndicats avec lesquels nous travaillons ont marqué leur soutien au mouvement social de France. Le 7, des militant-e-s de la Confédération Intersyndicale se rassemblaient devant le Consulat à Valence, le 23 une délégation de la CGT de l'Etat espagnol se rendait à l'Ambassade de France à Madrid, le même jour des camarades du syndicat brésilien Conlutas participaient à la manifestation parisienne...

